

## **Orientations concernant les priorités des prochaines présidences de l'UE**

Proposition du groupe "Europe et Stratégie"  
adoptée par le Conseil Central (Bruxelles - 8 décembre 2006)

Après la période de stagnation qui a suivi l'échec du referendum sur le traité constitutionnel en France et aux Pays-Bas, l'avenir de l'Union européenne semble être à nouveau débattu depuis quelques mois et donner naissance à des propositions nouvelles qui méritent d'être examinées. Celles-ci ont émané notamment de Josep Borrell Fontelles, président du Parlement européen, Jo Leinen, président de sa Commission des Affaires institutionnelles, Nicolas Sarkozy, candidat à l'élection présidentielle en France et, plus récemment Andrew Duff, membre britannique du Parlement européen, dont les propositions ont reçu l'appui de l'association "Notre Europe" de Jacques Delors.

Dans ce contexte, il est clair que les prochaines présidences du Conseil revêtiront une grande importance. Aussi, la Ligue considère-t-elle de son devoir de prendre position sur ce que devraient être leurs priorités. Elle invite ses comités nationaux à y réfléchir et à en débattre, et leur soumet en attendant les orientations qui suivent.

La "feuille de route" de la présidence allemande, qui débutera le 1<sup>er</sup> janvier prochain, a été rendue publique par la Chancelière Angela Merkel et comporte cinq grands axes: confirmer et défendre des valeurs communes - définir les frontières de l'UE - améliorer le dynamisme de son économie - établir un ordre économique et social sur le plan mondial - clarifier les objectifs et la stratégie d'avenir de l'UE. Cette feuille de route sera, bien entendu, détaillée et complétée dans le programme officiel de la présidence au début de l'année prochaine.

Ces cinq axes constituent à l'évidence des lignes directrices importantes pour l'action future de l'UE. La Ligue pense cependant que des progrès tangibles devraient aussi être réalisés rapidement sur les dix points suivants:

- ◇ une meilleure coordination des politiques économiques en vue de renforcer la gouvernance économique de la zone euro;
- ◇ un accroissement significatif du budget européen qui, de conception minimale aujourd'hui, ne permet pas de remplir correctement les missions actuelles de l'Union ni d'en entreprendre de nouvelles;
- ◇ l'élaboration d'un grand projet européen reprenant des objectifs prioritaires de l'Agenda de Lisbonne;
- ◇ une meilleure intégration des marchés financiers, dans le secteur de la banque commerciale et de détail en particulier;
- ◇ une politique européenne de gestion des infrastructures de transport existantes et de développement de nouvelles liaisons;
- ◇ une politique de l'environnement mieux intégrée aux politiques structurelles visant à améliorer la compétitivité économique;
- ◇ une politique harmonisée de l'énergie;

- ◇ une politique commune de l'immigration;
- ◇ la recherche et la définition par l'Europe d'un ordre économique et social capable d'humaniser la mondialisation de l'économie;
- ◇ une poursuite de la réforme du processus institutionnel, sans laquelle la gestion de l'UE élargie deviendra de plus en plus difficile.

- - - - -